

# BACCALAUREAT GENERAL

SESSION 2017

SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

SERIE ES

# Spécialité

DUREE DE L'EPREUVE : 4 heures + 1 heure - COEFFICIENT : 7 + 2

**L'usage de la calculatrice est strictement interdit.**

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.

Ce sujet comporte 15 pages numérotées de 1/15 à 15/15.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit :

- Sciences sociales et politiques, pages numérotées de 10/15 à 11/15.
- Economie approfondie, pages numérotées de 12/15 à 15/15.

## Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

### SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

**Peut-on dire que les évolutions de la famille remettent en cause son rôle dans l'intégration sociale aujourd'hui ?**

### DOCUMENT 1

**Répartition des familles, niveau de vie et taux de pauvreté selon leur type**

	1999		2011			
	En milliers	En %	En milliers	En %	Taux de pauvreté <sup>(1)</sup> (en %)	Niveau de vie <sup>(2)</sup> mensuel moyen (en euros)
Familles « traditionnelles » <sup>(3)</sup>	5 526	75,0	5 474	70,4	13,5	1 910
Familles recomposées	641	8,7	723	9,3	17,6	1 660
Familles monoparentales	1 202	16,3	1 577	20,3	39,6	1 240
<b>Ensemble des familles</b>	<b>7 369</b>	<b>100,0</b>	<b>7 774</b>	<b>100,0</b>	<b>17,5</b>	<b>1 800</b>

Champ : France métropolitaine, famille avec au moins un enfant mineur (le taux de pauvreté et le niveau de vie concernent les personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante).

Note : la quasi-totalité des adultes des ménages d'une famille avec au moins un enfant mineur ont moins de 65 ans.

Lecture : en 2011, on dénombre 7,774 millions de familles avec au moins un enfant mineur.

Source : d'après « Couples et familles », *INSEE Références*, 2015.

<sup>(1)</sup> : taux de pauvreté : proportion de personnes appartenant à un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté (ici, 60% du revenu médian)

<sup>(2)</sup> : niveau de vie : quantité de biens et de services dont dispose un ménage en fonction de sa composition et de son revenu.

<sup>(3)</sup> : familles « traditionnelles » : les familles « traditionnelles » sont composées d'un couple d'adultes et d'enfants nés de leur union (ou adoptés ensemble) et partageant le même logement.

## DOCUMENT 2

La durée qui s'écoule pour reformer un couple après une séparation est souvent courte. En 2013, plus de la moitié des personnes âgées de 26 à 65 ans ayant vécu une séparation ont formé une nouvelle union moins de deux ans après. Reformier un couple après une séparation prend légèrement moins de temps que dans les années 1970. Les personnes reforment un couple d'autant plus rapidement qu'elles se sont séparées à des âges jeunes. Ainsi, lorsqu'elles avaient moins de 25 ans au moment de la séparation, plus de huit personnes sur dix ont reformé un couple cinq ans après la séparation, contre seulement quatre personnes sur dix séparées entre 35 et 49 ans. La durée pour se remettre en couple est la même pour les hommes et les femmes séparés avant 25 ans. Mais elle est plus longue pour les femmes lorsque la séparation intervient à des âges plus élevés : seules trois femmes sur dix séparées entre 35 et 49 ans ont reformé une union au bout de cinq ans contre cinq hommes sur dix.

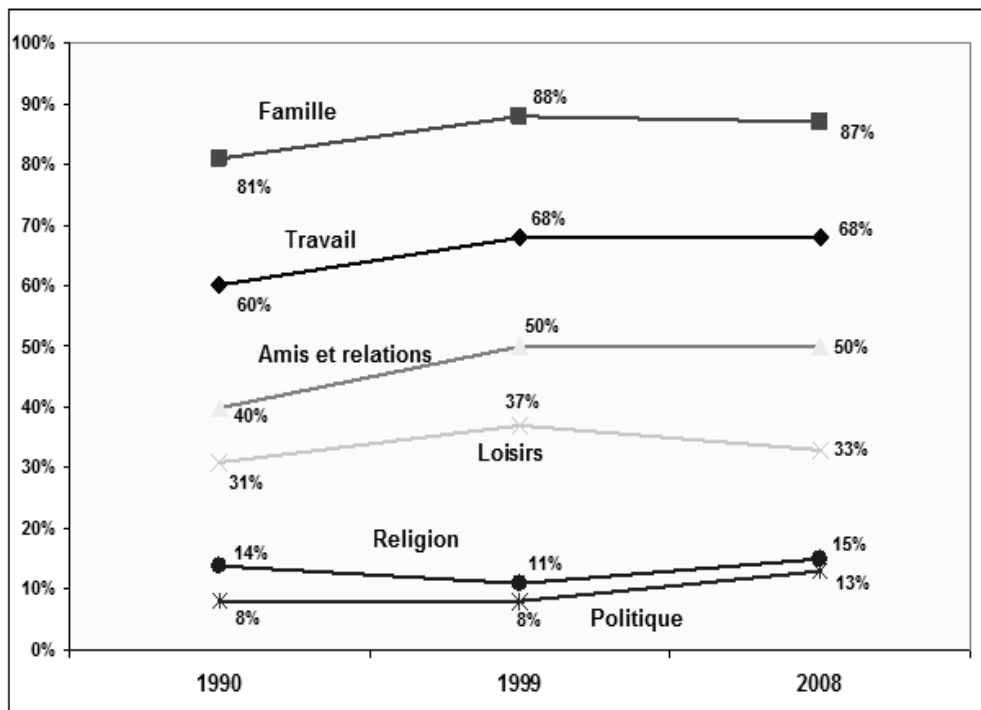
Source : « Couples et familles », *INSEE Références*, 2015.

## DOCUMENT 3

### Question posée :

« Pour chacune des choses suivantes, pouvez-vous me dire si, dans votre vie, cela est très important, assez important, peu important ou pas important du tout ? »

Pourcentage des réponses « très important » pour les enquêtes de 1990, 1999 et 2008.



### Palmarès des valeurs des Français

Source : Enquête « valeurs des Français » reprise dans « Les valeurs des Français et des Européens : des temps hiérarchisés », Pierre BRECHON, *Informations sociales*, 2009.

## DOCUMENT 4

### Proportion des ménages recevant ou offrant des dons en nature, selon le type de ménage en 2011 (en %)

	Familles avec enfant(s) mineur(s)			Ensemble des ménages
	Familles « traditionnelles »	Familles recomposées	Familles monoparentales	
<b>Ménages recevant des dons en nature*</b>	<b>38,6</b>	<b>39,9</b>	<b>42,8</b>	<b>37,7</b>
Produits alimentaires	6,9	9,6	6,7	7,7
Repas pris hors du domicile	4,4	4,7	7,5	6,5
Vêtements et chaussures	15,4	12,4	14,2	11,0
Équipement du logement	7,9	9,5	8,9	8
<b>Ménages offrant des dons en nature *</b>	<b>46,8</b>	<b>48,7</b>	<b>41,9</b>	<b>43,1</b>
Produits alimentaires	8,1	11,3	7,8	8,9
Repas pris hors du domicile	7,7	6,9	10,6	10,2
Vêtements et chaussures	15,7	16,0	12,2	13,6
Équipement du logement	8,9	10,9	6,7	7,4

\* : au cours des 2 derniers mois précédant l'enquête

Champ : France métropolitaine

Source : D'après « Aspects financiers et politiques familiales », *INSEE Références*, 2015.

Lecture : 38,6% des familles « traditionnelles » ont reçu au cours des deux derniers mois précédant l'enquête des dons en nature, 6,9% d'entre elles des produits alimentaires.

## Épreuve composée

*Cette épreuve comprend trois parties :*

*1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.*

*2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement l'information.*

*3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :*

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

*Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.*

### **Première partie : Mobilisation des connaissances**

1. Présentez deux limites à l'utilisation du PIB comme indicateur de la croissance économique. (3 points)
2. Montrez par un exemple que le conflit social peut être une forme de résistance au changement social. (3 points)

## Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document, puis vous montrerez comment ont évolué les inégalités d'accès à la propriété.

### Part des propriétaires selon le niveau de vie\* en France (en %)

	<b>Parmi les 25 % les plus modestes</b>	<b>Entre les 25 % et les 50 % les plus modestes</b>	<b>Entre les 50 % et les 75 % les plus modestes</b>	<b>Parmi les 25 % les plus aisés</b>
<b>1973</b>	33,7	33,9	35,2	43,4
<b>1978</b>	30,2	34,6	35,4	46,9
<b>1984</b>	31,3	40	45,2	53
<b>1988</b>	33	43,6	49,7	55,5
<b>1992</b>	28,7	42,1	48,1	53,3
<b>1996</b>	22,8	40,9	49,1	53,6
<b>2002</b>	22,3	39,7	49,1	55,4
<b>2006</b>	18,2	37,6	49,4	61,2
<b>2013</b>	16,2	38,3	56,7	66,4

\* Le niveau de vie : quantité de biens et de services dont dispose un ménage en fonction de sa composition et de son revenu.

Champ : Ménages dont la personne de référence est âgée de 25 à 44 ans.

Source : Ministère des affaires sociales et de la santé, 2016.

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire  
(10 points)**

*Cette partie comporte trois documents.*

**Sujet :** À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'instabilité de la croissance économique peut s'expliquer par les fluctuations de la demande.

**DOCUMENT 1**

**Contributions à la croissance du PIB en volume en 2015  
(en points de PIB) et variation annuelle du PIB (en %)**

	2000	2003	2006	2009	2012	2015
<b>Dépenses de consommation finale</b>	2,4	1,3	1,5	0,7	0,3	1,2
<b>Formation brute de capital fixe</b>	1,4	0,4	0,8	-2,1	0,1	0,2
<b>Solde extérieur des biens et services</b>	-0,3	-0,5	0,0	-0,3	0,5	-0,3
Exportations	3,3	-0,3	1,5	-3,1	0,7	1,8
Importations	-3,6	-0,2	-1,5	2,7	-0,2	-2,1
<b>Variation de stocks</b>	0,4	-0,3	0,1	-1,1	-0,6	0,1
<b>Produit intérieur brut</b>	3,9	0,8	2,4	-2,9	0,2	1,3

Champ : France.

Source : d'après INSEE, comptes nationaux, 2015.

Note : La somme des contributions ne correspond pas toujours à la variation du PIB en volume au regard des arrondis.

## DOCUMENT 2

Les trois principaux canaux de transmission de la crise sont les suivants :

- l'appauvrissement réel des ménages (essentiellement américains mais aussi britanniques et espagnols) provenant de l'effondrement immobilier et boursier,
- le canal du crédit : les banques commerciales, toutes à la reconstitution de leurs fonds propres et de leurs marges, prêtent beaucoup moins,
- la crise de défiance. [...]

L'impact sur la production de ces trois problèmes est immédiat. Les ménages appauvris consomment moins. Les rares qui sont peu affectés par les pertes de richesse (dévalorisation de leur patrimoine : chute de leur portefeuille d'action, baisse du prix de leur maison) sont méfiants : ils reportent les achats de biens durables, notamment les voitures. Enfin, ceux des agents économiques qui sont épargnés par la défiance et par l'appauvrissement patrimonial ne trouvent le plus souvent que des crédits onéreux pour financer leurs projets [...]. La baisse réelle de la production peut être envisagée au travers de deux exemples : l'investissement des entreprises et l'achat de voitures.

L'investissement constitue une variable macroéconomique décisive. Si sa part dans le PIB est trois fois moindre que la consommation, sa volatilité est trois fois plus grande. L'Insee mesure l'investissement productif des entreprises par le concept de FBCF : Formation Brute de Capital Fixe. La FBCF a progressé de 7,3% en 2007, de 1,4% en 2008 et a reculé de 10,6% en 2009 : ces amples variations témoignent de la grande volatilité de l'investissement. Ainsi, plus de la moitié de la récession française de 2009 s'expliquerait, selon l'OFCE, par une contraction de l'investissement [...].

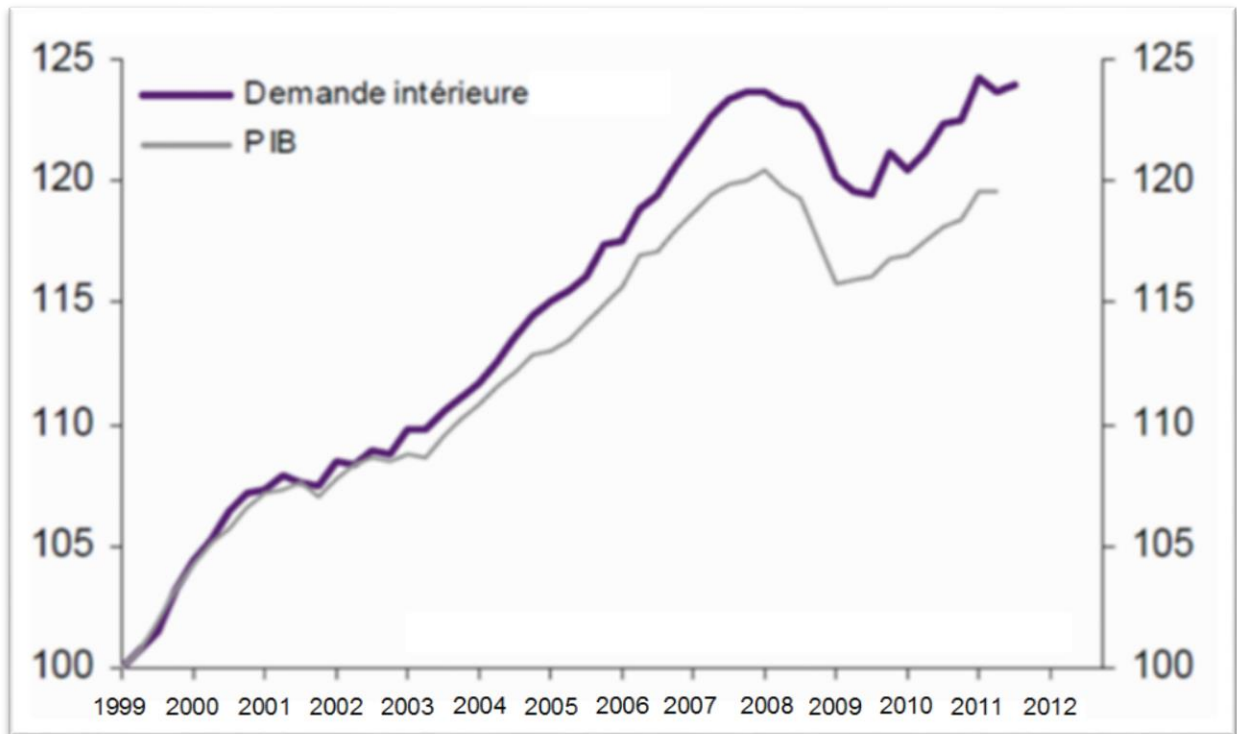
Dans ce type de crise, l'achat de biens durables recule en premier. L'achat d'automobiles et de maisons avait baissé de 20% au cours de la seule année 1930. Les achats d'automobiles aux États-Unis avaient baissé des deux-tiers entre 1930 et 1933. L'automobile est certainement le secteur industriel le plus touché par la crise des *subprimes*. Les immatriculations de véhicules neufs dans les pays de l'OCDE ont ainsi reculé de 30% en glissement annuel au premier trimestre 2009.

Source : *Comprendre la crise*, Alexis TREMOULINAS, 2013.



### DOCUMENT 3

#### Évolution de la demande intérieure et du PIB en volume de la France (en indice base 100 en 1999)



Source : « Déséquilibre offre-demande intérieure : pourquoi cette différence entre la France et l'Allemagne ? », *Flash Économie*, Natixis, 2011.

# ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

## Sciences sociales et politiques

*Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :*

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

*Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.*

**Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.**

### SUJET A

*Ce sujet comporte un document.*

**Vous montrerez que diverses organisations participent au système politique démocratique.**

#### DOCUMENT

L'évolution des formes de l'action publique dans certains domaines conduit en outre à reconsidérer le rôle politique de groupes de défense d'intérêts [...] dans la mesure où des organisations ne se bornent pas à influencer les décideurs politiques mais participent directement aux décisions. Des associations telles que Médecins du Monde ou Aides sont ainsi conduites, en France, à intervenir dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes gouvernementaux, concernant par exemple l'accueil d'urgence, la prévention du Sida ou le traitement des toxicomanes. [...] Le rôle attribué alors à ce type de groupement est d'autant plus important que les dirigeants des partis politiques peuvent rarement contester, dans les débats parlementaires ou au sein des comités gouvernementaux, la validité de propositions qui émanent d'associations tenues pour expertes et représentatives. La légitimité de ces organisations résulte en effet de nombreux facteurs : leur visibilité et leur audience auprès du grand public, entretenues par les médias au jour le jour, voire par des opérations spectaculaires (Téléthon, Sidaction, émissions spéciales,...) ; les politiques de communication qu'elles mettent désormais en œuvre (campagnes de presse, de publicité, d'affichage, de collecte de fonds) ; la vedettisation de leurs dirigeants, telle que certains sont parfois appelés directement à occuper des postes ministériels ; leur capacité à mobiliser des militants au moment où les partis politiques sont faiblement attractifs ; les relations multiples qui se sont établies entre leurs responsables et experts, et les dirigeants politiques et administratifs sommés d'agir dans des domaines dont ils ne maîtrisent pas la complexité [...]. On comprend alors que l'action des pouvoirs publics, par exemple en matière d'assistance humanitaire, d'insertion, de prévention de la délinquance ou de développement social des quartiers, soit étroitement liée à celle des groupes d'intérêt [...] ce qui confère à ces groupements un rôle important dans la formulation politique des problèmes à traiter et des programmes à mettre en œuvre.

Source : Jacques LAGROYE, Bastien FRANCOIS, Frédéric SAWICKI, *Sociologie politique*, Presses de Science Po, Dalloz, 2012

# ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

## Sciences sociales et politiques

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

**Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.**

### SUJET B

*Ce sujet comporte deux documents.*

**Quels sont les déterminants de l'abstention électorale ?**

#### DOCUMENT 1

**Pourcentage de votants à la présidentielle en fonction du niveau de diplôme  
(en % des inscrits)**

	<b>Ensemble</b>	<b>Sans diplôme</b>	<b>Inférieur au bac</b>	<b>Bac</b>	<b>Supérieur au bac</b>
A voté aux deux tours	77	67	76	77	83
N'a voté qu'au premier tour	5	4	5	5	4
N'a voté qu'au second tour	6	6	6	7	6
N'a voté à aucun des deux tours	13	23	13	11	7
<b>Ensemble des inscrits</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Champ : Français inscrits sur les listes électorales en France métropolitaine, résidant en France.

Source : INSEE, 2012.

#### DOCUMENT 2

L'interprétation correcte [de l'abstention] suppose que l'on ne considère pas les abstentionnistes comme un bloc homogène de gens qui ne votent jamais. On estime en effet que moins de la moitié des inscrits votent dans toutes les consultations ; inversement, moins de 10 % s'abstiennent constamment. Ces derniers ont toute chance d'appartenir à des populations mal insérées socialement. [...] Il existe aussi un abstentionnisme de gens très intéressés par la politique, aux convictions très arrêtées mais qui ne sont pas satisfaits de l'offre électorale, lorsque le choix leur apparaît excessivement restreint (par exemple au second tour, en France, après élimination des « petits » candidats). Entre ces deux pôles, une population flottante d'électeurs se déplace aux urnes seulement lorsqu'ils ont la conviction qu'il existe un enjeu important, une compétition serrée dont peut dépendre leur propre sort personnel.

Source : *Sociologie politique*, Philippe BRAUD, 2014.

# ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

## Économie approfondie

*Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :*

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

*Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.*

**Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.**

### SUJET A

*Ce sujet comporte deux documents.*

**Comment peut-on expliquer les difficultés de financement du système de protection sociale en France ?**

#### DOCUMENT 1

Le ralentissement de la croissance, la montée du chômage et, dernièrement, l'ampleur de la crise ont pesé sur les recettes et les dépenses du système de protection sociale français depuis plus de trente ans. Ces difficultés de financement sont accentuées par le vieillissement démographique, du fait des dépenses de santé, et plus spécifiquement du financement du système de retraite par répartition, sensible à la dégradation du ratio de dépendance. On estime que la hausse de la dette publique en France ces trente dernières années s'explique ainsi, en partie, par le besoin de financement permanent des organismes de protection sociale en dépit des réformes qui ont cherché à le diminuer.

Source : « Les effets du vieillissement sur l'économie française », Florent AUBRY-LOUIS et Mickaël SYLVAIN, *Écoflash*, novembre 2011.

## DOCUMENT 2

### Soldes par branches du régime général<sup>(1)</sup> en France (en milliards d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016 (prévisions)
Maladie	-5,9	-6,8	-6,5	-5,8	-5,2
Accidents du travail	-0,2	0,6	0,7	0,7	0,5
Retraite	-4,8	-3,1	-1,2	-0,3	0,5
Famille	-2,5	-3,2	-2,7	-1,5	-1,0
<b>Régime général<sup>(2)</sup></b>	<b>-13,3</b>	<b>-12,5</b>	<b>-9,7</b>	<b>-6,8</b>	<b>-5,2</b>

Source : d'après les comptes de la Sécurité sociale, juin 2016.

<sup>(1)</sup> : Le régime général concerne les travailleurs salariés du secteur privé ; c'est-à-dire le plus grand nombre de personnes prises en charge par la sécurité sociale.

<sup>(2)</sup> : Les totaux des colonnes peuvent être légèrement différents des montants figurant sur cette ligne du fait des arrondis.

# ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

## Économie approfondie

*Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :*

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

*Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.*

**Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.**

### SUJET B

*Ce sujet comporte deux documents.*

**Comment les barrières à l'entrée mises en place par les entreprises peuvent-elles renforcer leur pouvoir de marché ?**

#### DOCUMENT 1

La consécration est venue à partir de 2007, avec la démocratisation des Smartphone. L'entreprise A et l'entreprise B ont su s'arroger la quasi-totalité du marché des systèmes d'exploitation. Leurs plates-formes respectives, A1 et B1, qui équipent 96 % des Smartphone dans le monde, sont devenues des passages obligés pour tout développeur d'application. Résultat : plus d'un million d'applications disponibles chez A1 ainsi que chez B1. Et une commission de 30 % perçue sur les applis payantes... En outre, les téléphones mobiles présentent l'intérêt de géolocaliser les internautes (ce qui permet de mieux comprendre leur comportement) et d'accroître les temps d'utilisation. « C'est grâce au téléphone mobile que l'entreprise C est devenue rentable, explique [... le] directeur général d'[un] moteur de recherche européen. Les inscrits sur le site se sont mis à consulter leur fil d'actualité beaucoup plus souvent, dans le métro, les salles d'attente, etc. Les publicités sont devenues plus visibles et efficaces, et le chiffre d'affaires a décollé. »

Source : « Les GAFA\* sont-ils incontrôlables ? », Thomas LESTAVEL, *Problèmes économiques*, 2016.

\* : Premières lettres de 4 grandes entreprises du secteur numérique.

## DOCUMENT 2

### Classement des demandes de dépôts de brevets selon le domaine technique pour l'année 2015 et évolution par rapport à 2014

	2015	Évolution par rapport à 2014
Technologie médicale	12 474	11,0 %
Communication numérique	10 762	3,2 %
Technologies informatiques	10 549	7,8 %
Machines, appareils et énergies électriques	10 198	-1,8 %
Transport	7 802	-1,6 %
Systèmes de mesure	7 727	8,0 %
Chimie organique fine	6 414	2,1 %
Moteurs, pompes, turbines	6 374	17,9 %
Biotechnologies	6 048	5,1 %
Produits pharmaceutiques	5 884	9,6 %

Source : D'après l'Office européen des brevets, 2015.